

Montreuil, le mercredi 10 juillet 2019

Les élu.es de la majorité de Montreuil dénoncent les arrestations et les contrôles d'identité des résidents du foyer Bara relogés dans les locaux réquisitionnés de l'ex-AFPA

En septembre 2018, Patrice Bessac, Maire de Montreuil a déclaré le foyer Bara insalubre et inhabitable. En conséquence, il a conduit une opération de réquisition des anciens locaux vides de l'AFPA, propriété de l'État, pour mettre à l'abri les résidents, animé par la conviction que la sécurité et la dignité des personnes devaient prévaloir sur toute autre considération. Ces valeurs ont guidé et continueront de guider notre action sur ce dossier, comme sur tous les autres.

Cette action de réquisition a également permis d'engager la "démolition/reconstruction" du foyer historique rue Bara dont le projet a été initié en 2013.

Aujourd'hui, nous sommes particulièrement inquiet.es des opérations de Police régulièrement menées aux abords immédiats de l'ex immeuble de l'AFPA. En effet, tous les matins, à l'heure où ces hommes partent travailler ou reviennent du travail, ils subissent, ainsi que d'autres habitants, des contrôles d'identité ciblés. Des personnes ont été arrêtées, d'autres libérées, certaines personnes ont reçu des OQTF, (Obligation de quitter le territoire français) d'autres sont toujours retenues en centre de rétention administratif, pour lesquelles nous avons engagé un collectif d'avocats membres du GISTI et de l'ADDE (Avocats pour la Défense des Droits des Étrangers).

Nous refusons les atteintes aux droits et libertés que subissent les résidents de l'ex-foyer Bara.

En plus d'être inhumain, ce durcissement des mesures de contrôle par l'État nous paraît déraisonnable et condamnerait toute perspective de règlement rationnel de la situation alors qu'un travail important est mené par la ville de Montreuil pour accompagner ces personnes. Un diagnostic social des personnes vivant sur le site vient d'être réalisé. Il donne à voir des situations administratives très différentes qui nécessitent un profond travail d'identification et de qualification des situations individuelles.

Par ailleurs, nous nous opposerons à toute évacuation musclée du bâtiment à la faveur de l'été, tant que des logements provisoires, dignes et décents, d'accueil des résidents, n'auront pas été livrés. Le maire de Montreuil est parvenu à ouvrir une piste de dialogue avec l'État en ce sens. Nous nous en félicitons et nous restons vigilant.es et mobilisé.es. Les résidents du foyer Bara doivent être traités avec respect et humanité.

Nous, élu.es de Montreuil, veillerons avec détermination à défendre une issue digne et humaine pour les résidents du foyer.

Le Maire et les élu.es de la majorité municipale